

En tant que collectif d'entreprises innovantes regroupées au sein de l'association LUCIOLE, nous avons à cœur de participer activement aux débats publics sur la régulation du secteur énergétique. Nos membres, composés principalement de PME, sont directement impliqués dans la transition énergétique à travers des solutions concrètes de performance énergétique et de décarbonation. Cette consultation est l'occasion pour nous de contribuer à l'élaboration des futures règles prudentielles, notamment parce que nous croyons fermement à la nécessité d'un cadre équilibré qui permette de renforcer la protection des consommateurs tout en favorisant l'innovation et l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché.

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Nous sommes globalement d'accord pour le principe 1. On apprécie notamment le souci qu'a cette nouvelle régulation de ne pas créer de barrière à l'entrée. Mais ne serait-ce pas également le cas d'une obligation de couverture en volume pour tous les fournisseurs, quel que soit leur segment ? Nous nous demandons s'il ne serait pas pertinent qu'un seuil soit introduit si la fourniture est opérée uniquement pour le compte de professionnels.

Nous ne sommes pas d'accord sur le principe 2 qui introduit un traitement différencié entre fournisseurs. On peut notamment s'interroger sur la manière dont la CRE "concurrencera" les agences de notation classiques pour évaluer les fournisseurs. Le principe de notation est intéressant, notamment pour tenir compte du contexte de chaque fournisseur, mais cela ne doit pas engendrer de disparité de traitement entre les fournisseurs et cela pour 3 raisons :

- Un niveau de fonds propres élevés ne se substitue pas à une stratégie de gestion des risques comme la crise l'a démontré (de gros énergéticiens ont fait faillite ou ont dû être recapitalisés en urgence en 2022).
- La couverture ayant un coût, notamment en termes d'immobilisation du capital, cela pénaliserait les nouveaux acteurs.
- Enfin cela introduirait des tâches opérationnelles en plus pour les fournisseurs à « bas risque » (offres indexée spot, producteur avec PPAs...)

Nous proposons plutôt la mise en place d'un score indicatif représentant à la fois la situation financière (de manière simple), la qualité de la couverture (en fonction notamment des produits et des contreparties utilisées) et la qualité de la gestion de risque du fournisseur. Ce score serait public et consultable par les consommateurs et pourra le cas échéant les guider dans leur choix.

Nous sommes globalement d'accord pour le principe 3.

Nous relevons que la consultation ne discute pas des sanctions administratives liées à un manquement de la part d'un fournisseur aux principes énoncés et nous interrogeons sur cette absence car ces sanctions doivent être consultées avec les acteurs.

Question 2 : Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?

Non les principes énoncés suffisent.

Question 3 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Oui les consommateurs doivent être différenciés par leur taille et le fait qu'ils paient ou non des frais de résiliation.

Question 4 : Êtes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Oui de manière générale. Les procédures de contrôle doivent bien différencier les fournisseurs proposant des offres de fourniture très risquées (prix fixe sur plusieurs années sans engagement de volume de la part du consommateur), risquées (prix fixe avec engagement de volumes de la part du consommateur) et peu risquées (offre basée sur les prix de marché court-terme).

Dans la même logique, les grands consommateurs devenant leur propre fournisseur doivent être différenciés dans les mesures de contrôles puisque leur activité ne représente pas de risques pour les clients finaux mais uniquement pour eux-mêmes.

Il est aussi important de noter que les producteurs concluant des cPPAs avec des consommateurs doivent désormais détenir une autorisation de fourniture. Les règles de régulation prudentielle s'appliquent peu à eux et ce point devrait être clarifié par la CRE.

Question 5 : Êtes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Oui cela nous semble adéquat.

Question 6 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Oui annuel nous semble suffisant.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Oui avec cependant la nuance que les taux de couverture puissent être foisonnés entre les années après N+2. En effet, étant donnée l'absence de liquidité du marché à terme français les contrats de longue durée (>2 ans) sont souvent couverts par proxy (les volumes sont achetés sur une année dont le contrat est plus liquide et la position est « rollée » lorsque l'année de livraison devient liquide à son tour) afin que les prix proposés soit plus raisonnables.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Non, l'analyse nous semble erronée à plusieurs titres.

La CRE propose de définir un niveau de couverture en % mais ne s'intéresse pas à la qualité de la courbe de prévisions. Ainsi, il demeure très facile de justifier d'une couverture à 100% en adaptant sa courbe de soutirage prévisionnelle (qui n'est parfois pas une simple courbe de consommation agrégée).

Il serait beaucoup plus raisonnable d'exiger une couverture à 90% (97% de couverture en volume ex-ante semble beaucoup, la marge de tolérance devrait être plutôt de 10%) sur la base d'une prévision de soutirage dûment justifiée, avec une méthode du type prévision sur la base de l'historique et des hypothèses d'attrition et de croissance. A ce titre, le fait que l'assiette d'obligation de couverture ne comprenne pas de perspectives de croissance du portefeuille rend l'observation d'un taux de couverture non pertinent, particulièrement dans le cas de nouveaux entrants sur le marché de masse.

Enfin, la proposition de la CRE ne reflète pas, pour les petits fournisseurs, la réalité des prises de position (généralement, on ne peut couvrir que MW par MW alors qu'une position ouverte ne sera pas au MW près mais à 0,1 a minima) donc la couverture doit s'adapter aux contraintes du marché. Les effets temporels peuvent en effet être assez importants en période de faible liquidité ou forte acquisition client.

Luciole note également que, même s'il s'agit de sujets à la portée et aux enjeux très différents, la réflexion sur la qualité des prévisions de soutirage chez les fournisseurs pourrait donner l'opportunité d'enfin réouvrir ce sujet de prévision dans la consommation sur laquelle se base le calcul des activations de flexibilité réalisées dans les règles NEBEF et de répondre ainsi aux demandes anciennes d'évolution des acteurs.

Question 9 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Oui. Pas d'élément quantitatif par contre.

Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicité ?

Concernant l'intégration des PPA quid des rachats des surplus de production d'électricité à des particuliers et des entreprises ? L'analyse ne pourra pas se faire par actifs mais de manière agrégée et statistique sur l'ensemble d'un portefeuille.

Quid des contrats « options » et des capacités de production non baseload ? Comment les différences de strike et de CMP pourront être traitées ?

Question 11 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Cela semble inutilement compliqué puisque le fournisseur devra être couvert au pas trimestriel en ex-post. S'il s'approvisionne via un PPA solaire par exemple, il va forcément devoir compenser ou « roller » cette couverture pour respecter le niveau d'obligation. La qualité de la couverture pourrait plutôt être utilisée dans le score multicritère que nous proposons.

Question 12 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Notre réponse rejoint celle donnée à la question 11, le degré de fiabilité d'un contrat de couverture est un paramètre complexe à estimer car tout produit de couverture est imparfait par nature et sa fiabilité dépend du portefeuille du fournisseur.

Si on ne raisonne pas en « volume moyen » un fournisseur qui se couvre via des profils structurés au pas horaire est donc mieux couvert qu'un fournisseur qui utilise des blocs « standards » et devrait donc bénéficier d'un taux d'abattement plus faible selon cette logique. De même, un fournisseur dont la forme du portefeuille de consommation varie beaucoup de manière saisonnière et infra-journalière aura forcément une couverture moins « fiable » qu'un fournisseur dont la consommation est plus stable.

Question 13 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Options standard ou produit optionnel structuré (VPP, etc.). Comment ceux-ci seront intégrés ?

Question 14 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

-

Question 15 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

-

Question 16 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Ils manquent à cette liste les risques réglementaires. En effet, des changements de lois ou de réglementation peuvent impacter fortement les activités et résultats financiers des fournisseurs. On peut citer par exemple l'incertitude à laquelle les acteurs sont confrontés pour le mécanisme de capacité post T1 2026 ou encore le mécanisme post-ARENH. Il est cependant difficile d'en évaluer les limites.

Question 17 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ? Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Ces mesures organisationnelles doivent être adaptées selon la taille du fournisseur. Si pour un grand fournisseur le recrutement d'un gestionnaire de risques est une bonne pratique, ce n'est en pratique pas possible pour une petite structure qui devra plutôt avoir recours à de l'expertise externe.

La nomination à chaque poste de direction de personnes expérimentées dans l'énergie, ne nous semble également pas souhaitable. Pour mémoire, les 3 fournisseurs dont la faillite a le plus coûté à la collectivité (soit Hydroption, E-pango et Planète oui) étaient dirigés par des personnes ayant une longue expérience dans les marchés de l'électricité auprès de gros énergéticiens. Paradoxalement, d'autres structures de même taille dirigées par des dirigeants moins expérimentés dans l'énergie ont mieux résisté. En revanche, une meilleure définition des responsabilités juridiques des dirigeants dans des cas avérés de gestion de risque défaillante serait utile.

Par contre, ces mesures ne tiennent pas compte de la qualité des outils nécessaires à la mesure de risque et au suivi de la couverture. Estimer des courbes de consommation, calculer la combinaison de produits de marchés pour arriver à une couverture de 100%, suivre les évolutions de son portefeuille et son exposition au risque de manière journalière, tout cela est nécessaire à une bonne couverture des risques et requièrent des outils sophistiqués. Trop de fournisseurs se reposent encore sur des outils internes (excel ou autres) qui ne leur permettent pas en pratique de calculer des taux de couverture de manière fiable. Certains prestataires proposent des outils pour accompagner les fournisseurs dans leur couverture. Si la CRE validait au cas par cas la pertinence de tels outils, un fournisseur qui justifie de leur utilisation avec un niveau de couverture cible devrait être considéré par la CRE comme ayant rempli ses obligations au titre du contrôle prudentiel.

Luciole - l'Union pour une Consommation Intelligente, Optimisée de l'Energie – est un collectif d'une vingtaine de PME. Ces entreprises rendent nos consommations plus sobres et nos logements, nos équipements ou les process industriels plus performants énergétiquement. Acteurs de la transition des usages énergétiques au plus près du terrain, ces experts ont des propositions fortes pour l'atteinte des objectifs que la France s'est fixée dans les Programmes Pluriannuels de l'Energie (PPE) successives et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC).

Site internet : <https://www.luciole.energy>